



Conseil économique et social

Distr. limitée

13 août 2014

Français

Original: anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-dixième session

Point 3 d) de l'ordre du jour

Résolution adoptée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

70/10. Application de la Déclaration de Bangkok de la région Asie-Pacifique sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique,

Rappelant sa résolution 69/4, dans laquelle tous les membres et membres associés se sont félicités de la proposition du Gouvernement thaïlandais d'organiser, en collaboration avec le secrétariat de la Commission, le Dialogue ministériel Asie-Pacifique: des Objectifs du Millénaire pour le développement au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, qui s'est tenu à Bangkok du 26 au 28 août 2013,

Notant le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons¹ », en particulier les décisions relatives à l'importance des dimensions régionales du développement durable,

Prenant note de la première session du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable², tenu à Pattaya (Thaïlande), du 19 au 21 mai 2014, durant laquelle les participants ont examiné les perspectives de l'Asie et du Pacifique sur le développement durable, y compris les priorités et difficultés régionales,

1. *Accueille avec satisfaction* l'adoption de la Déclaration de Bangkok de la région Asie-Pacifique sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 au Dialogue ministériel Asie-Pacifique: des Objectifs du Millénaire pour le développement au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, tel que figurant à l'annexe de la présente résolution;

2. *Prie* la Secrétaire exécutive:

a) De continuer à promouvoir l'intégration équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable;

¹ Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

² E/ESCAP/70/33.

b) D'appuyer l'action menée par les États membres, sur demande, concernant toutes les dimensions du développement durable, y compris par un plus grand échange d'information, de connaissances, de données d'expérience, de meilleures pratiques et d'enseignements tirés.

*Septième séance plénière
8 août 2014*

Annexe

Déclaration de Bangkok de la région Asie-Pacifique sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 *

Nous, ministres et représentants de haut niveau des membres et membres associés de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, participant au Dialogue ministériel Asie-Pacifique: des Objectifs du Millénaire pour le développement au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, tenu à Bangkok (Royaume de Thaïlande), du 26 au 28 août 2013,

Rappelant la résolution 69/4 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, dans laquelle tous les membres et membres associés se sont félicités de la proposition du Gouvernement thaïlandais d'organiser, en collaboration avec le secrétariat de la Commission, le Dialogue ministériel Asie-Pacifique: des Objectifs du Millénaire pour le développement au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015,

Rappelant également le document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2010, intitulée « Tenir les promesses: unis pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement »,

Nous félicitant du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012, intitulé « L'avenir que nous voulons^a », et de l'engagement politique de haut niveau pris par les États membres dans ce document en matière de développement durable et quant à la réaffirmation des Principes de Rio, y compris le principe des responsabilités communes mais différenciées,

Rappelant que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable a demandé, entre autres, l'élaboration d'objectifs de développement durable, qui devraient être conformes et intégrés au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015^b,

Reconnaissant l'importance de la dimension régionale du développement durable^c,

Prenant note du Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies, organisé conformément aux modalités énoncées dans la résolution 67/290 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Reconnaissant que plus de soixante pour cent de la population mondiale vit dans la région de l'Asie et du Pacifique,

* Le présent document est publié sans avoir été revu par les services d'édition.

^a Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe.

^b Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphes 245 à 251.

^c Ibid., paragraphe 97.

Constatant avec une profonde préoccupation le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim en Asie et dans le Pacifique^d,

Réaffirmant que l'élimination de la pauvreté est le plus grand défi mondial auquel fait face le monde aujourd'hui et constitue une condition indispensable au développement durable^e,

Reconnaissant qu'éliminer la pauvreté, transformer les modèles de production et de consommation non durables et promouvoir des modèles de production et de consommation durables, protéger et gérer la base des ressources naturelles du développement économique et social sont les objectifs primordiaux et les conditions essentielles du développement durable^f,

Reconnaissant que les pays à revenu intermédiaire font encore face à des défis importants eu égard à leurs efforts pour réaliser les objectifs de développement convenus à l'échelon international, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement^g,

Reconnaissant aussi la nécessité d'étudier collectivement et de recenser les difficultés de la région Asie-Pacifique à prendre en compte dans l'élaboration du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015,

Nous félicitant de la création du groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable^h, du comité intergouvernemental des experts sur le financement du développement durable et du forum politique de haut niveau; et exprimant notre appui à l'action menée par ces trois instances,

Nous félicitant également des progrès importants accomplis dans la réalisation de nombreuses cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier réduire de moitié la proportion des personnes du monde dont le revenu est inférieur à 1,25 dollar par jour et la proportion des personnes qui souffrent de la faim, et réduire de moitié la proportion des personnes pour lesquelles l'eau potable est inaccessible ou inabordableⁱ,

Reconnaissant que si des progrès ont été enregistrés dans la réduction de la pauvreté après le lancement des Objectifs du Millénaire pour le développement il y a treize ans, ces progrès ont été inégaux, et qu'il est probable que de nombreuses cibles à atteindre dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement ne le seront pas d'ici 2015, et soulignant que la croissance économique soutenue, inclusive et équitable dans les pays en développement est une condition essentielle de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement^j,

^d La région de l'Asie et du Pacifique compte encore le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (792 millions de personnes en 2010, voir CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific*, 2013).

^e Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphe 2.

^f Ibid., paragraphe 4.

^g Résolution 63/223 de l'Assemblée générale.

^h Décision 67/555 de l'Assemblée générale.

ⁱ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale, paragraphe 19.

^j Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphes 105 et 106.

Notant avec préoccupation que, malgré de nombreuses réussites des Objectifs du Millénaire pour le développement, l'inégalité persiste aux niveaux mondial, régional, national et sous-national, ainsi qu'entre les hommes et les femmes,

Réaffirmant notre engagement de redynamiser et renforcer le partenariat mondial pour le développement durable que nous avons lancé à Rio de Janeiro en 1992, et de travailler ensemble avec les grands groupes et les autres parties prenantes à remédier aux lacunes en matière de mise en œuvre^k,

Réaffirmant notre détermination de faire progresser et de renforcer collectivement le partenariat mondial pour le développement en tant que pièce maîtresse de notre coopération au cours des années à venir,

Soulignant que le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 est un programme universel, qu'il devrait être axé sur les personnes, qu'il devrait promouvoir le bonheur, et qu'il ne devrait laisser personne de côté – sans considération de genre, de situation géographique, de handicap, de race ou de quelque autre condition,

Soulignant que les moyens de mise en œuvre, en particulier la fourniture de ressources financières, et l'élaboration et le transfert de savoir-faire et de technologie sont essentiels pour permettre aux processus internationaux et régionaux de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et examiner le programme de développement pour l'après-2015,

Réaffirmant que le progrès de l'état de droit aux niveaux national et international est essentiel pour la croissance soutenue, équitable et inclusive, le développement durable, et la pleine réalisation des droits humains et des libertés fondamentales^l,

Constatant la nécessité d'un processus intergouvernemental ouvert, inclusif et transparent pour définir le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015,

Soulignant la nécessité de prendre en compte et d'incorporer d'une manière équilibrée les trois dimensions du développement durable, à savoir les dimensions économique, sociale et environnementale, et leurs interactions avec le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015^m,

Prenant note des contributions des processus pertinents du système des Nations Unies en tant qu'apports au processus intergouvernemental concernant le programme de développement pour l'après-2015, y compris le rapport du Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le programme de développement pour l'après-2015,

Prenant note également du rapport du Secrétaire général, intitulé « Une vie de dignité pour tous: accélérer les progrès dans la réalisation des

^k Ibid., paragraphe 55.

^l Voir A/Res/67/1 et la résolution de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CPCJP) approuvée par la session 2013 du Conseil économique et social (E/CN.15/2013/27), « L'état de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 », paragraphe 6, recommandée à l'Assemblée générale des Nations Unies pour adoption à sa soixante-huitième session.

^m Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphe 246.

Objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 »,

1. *Réaffirmons* notre engagement de faire tous les efforts pour accélérer la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015;

2. *Recommandons* que l'Assemblée générale examine en temps opportun le lancement des négociations internationales dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies pour parvenir à définir le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015;

3. *Soulignons* que le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 devrait entretenir la dynamique impulsée par les Objectifs du Millénaire pour le développement et devrait être holistique, inclusif, équitable, axé sur les personnes et universel;

4. *Recommandons* que le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 fasse progresser l'esprit de la Déclaration du Millénaire avec:

a) une détermination à renforcer et à faire avancer les Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier afin d'éliminer la pauvreté;

b) une intégration équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable;

c) un accent mis sur un développement et une croissance économique inclusifs, équitables et durables visant à remédier effectivement à toutes les formes d'inégalité et aux facteurs qui les déterminent;

d) un accent mis sur les dimensions mondiales, régionales et nationales du développement durable afin de répondre aux besoins spécifiques et aux défis particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, dans le contexte de leurs plans et programmes d'action respectifs;

e) un partenariat mondial renforcé pour la mise en œuvre accrue des buts et objectifs de développement internationalement convenus;

5. *Réaffirmons* notre engagement de remédier aux lacunes restantes dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable, de relever les défis nouveaux et émergents et de saisir les nouvelles possibilités d'actions énumérées dans le cadre d'action et de suivi de « L'avenir que nous voulons », appuyée, selon qu'il convient, par la fourniture de moyens de mise en œuvreⁿ;

6. *Encourageons* le système des Nations Unies, y compris ses commissions régionales, et les organisations régionales et sous-régionales, à continuer de promouvoir une intégration équilibrée des dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable, et en leurs capacités respectives d'aider les États membres à mettre en œuvre le développement durable;

ⁿ Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphe 104.

7. *Réaffirmons* que la participation effective et active de tous les grands groupes^o, ainsi que des autres parties prenantes à tous les niveaux est importante en vue d'une action efficace concernant tous les aspects du développement durable, conformément aux règles et procédures établies, selon les besoins;

8. *Réaffirmons* la nécessité de renforcer un régime commercial multilatéral qui soit équitable, juste et ouvert, de faire progresser la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement, de supprimer les obstacles au commerce et à l'investissement et de s'opposer et de résister à toutes les formes de protectionnisme;

9. *Reconnaissons* la nécessité pour la communauté internationale de fournir un appui continu, y compris en matière d'aide au développement et de coopération technique, aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires, pour parvenir à l'élimination de la pauvreté et au développement durable;

10. *Réaffirmons* que les moyens de mise en œuvre identifiés dans l'Action 21, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, le Consensus de Monterrey de la Conférence internationale sur le financement du développement, et la Déclaration de Doha sur le financement du développement sont indispensables pour parvenir à la traduction pleine et effective des engagements de développement dans des résultats de développement durable tangibles; rappelons que chaque pays est responsable au premier chef de son développement économique et social et qu'on ne saurait trop mettre l'accent sur le rôle des politiques nationales, des ressources et stratégies de développement des pays; et réaffirmons que les pays en développement ont besoin de ressources supplémentaires pour le développement durable. Nous reconnaissons la nécessité d'une mobilisation importante des ressources provenant d'une variété de sources et de l'utilisation effective du financement, afin de promouvoir le développement durable;

11. *Mettons l'accent* sur l'importance du transfert de technologie vers les pays en développement et rappelons les dispositions en matière de transfert de technologie, de financement, d'accès à l'information et de droits de propriété intellectuelle comme il a été convenu dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, en particulier son appel à promouvoir, faciliter et financer, selon qu'il convient, le développement et l'accès à ce dernier, le transfert et la diffusion d'écotechnologies et le savoir-faire y afférent, en particulier vers les pays en développement et à des conditions favorables, y compris à des conditions concessionnelles et préférentielles, d'un commun accord^p;

12. *Reconnaissons* l'importance d'améliorer la qualité des statistiques et de l'information et de les rendre accessibles aux populations et gouvernements, ayant à l'esprit les nouvelles technologies et l'amélioration de la connectivité améliorée fournissant aux personnes des informations sur les progrès accomplis dans la réalisation du développement durable pour leur permettre de prendre des décisions planifiées et efficaces;

^o Ibid., paragraphe 43. Les grands groupes : les femmes, les enfants et les jeunes, les populations autochtones, les organisations non gouvernementales, les autorités locales, les travailleurs et les syndicats, le commerce et l'industrie, la communauté scientifique et technologique, et les agriculteurs.

^p Résolution 66/288 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphe 269.

13. *Réaffirmons* notre soutien aux activités du groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, qui est à l'heure actuelle le seul processus intergouvernemental engagé dans le cadre des Nations Unies à soumettre un rapport sur les objectifs de développement durable à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

14. *Demandons* à la communauté internationale d'intensifier son action pour assurer le succès de la manifestation spéciale de l'Assemblée générale visant à donner suite aux efforts accomplis vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui se tiendra le 25 septembre 2013;

15. *Envisageons avec intérêt* un processus intergouvernemental inclusif transparent pour le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015;

16. *Soulignons et réaffirmons* notre appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, et reconnaissons que la coopération Sud-Sud vient compléter plutôt que remplacer la coopération Nord-Sud;

17. *Réaffirmons* l'importance du respect urgent des engagements pris en matière d'aide par les pays développés, et constatant avec préoccupation que l'écart entre les prêts effectivement accordés et les engagements s'est creusé et que les flux d'aide vers les pays en développement ont également diminué en termes réels;

18. *Prions* la Secrétaire exécutive de la CESAP d'appuyer l'action menée par les États membres, sur demande, concernant les trois piliers du développement durable, y compris par un plus grand échange d'informations, de meilleures pratiques et d'enseignements tirés;

19. *Exprimons* notre profonde gratitude au Gouvernement royal thaïlandais pour les excellentes dispositions prises pour le Dialogue ministériel et pour son hospitalité, ainsi que nos remerciements au secrétariat de la CESAP pour son appui au Dialogue ministériel.

Bangkok (Thaïlande)
27 août 2013